

# Aucun lieu ! Nulle part ?

## Le capitalisme dans un dilemme de croissance<sup>1</sup>

André Bleicher

Avec le crac financier global le spectre de la récession revient ; même dans les « états gagnants », comme la République Fédérale d'Allemagne, les « oiseaux tempêtes de la crise » décrivent des orbites dans le ciel (Marx 1977, p.410) et quelques pays du sud européen en crise n'ont pas quitté du tout la vallée récessive. Il ne semble y avoir qu'un seul remède à cette stagnation : la génération de croissance ! Même si les monétaristes et keynésiens se détestent aussi cordialement en ce qui concerne le choix du moyen, la recherche et le recours, aux instigateurs de croissance les unit régulièrement. Depuis la révolution industrielle, l'importance saillante revient à la croissance économique dans le surmontement des crises par la génération de croissance économique, laquelle est mesurée actuellement par des indicateurs du PIB ou PSB [« S » pour social (!), *ndt*]. Ce n'est pas un hasard si les plus grands succès des mouvements ouvriers de l'Europe occidentale avec l'imposition des droits sociaux et l'amélioration du standard de vie dépendant des salaires, tombent dans une période extraordinaire de prospérité (Lutz 1984), dans laquelle furent utilisées les espaces d'ajustement de la répartition de la richesse. Tant que la croissance matérielle repose pourtant sur l'exploitation des ressources naturelles et que sont consommées des porteurs d'énergie fossile ultimes et émises des substances toxiques qui sont nuisibles au climat, on ne peut en arriver à surmonter des crises économiques qu'au prix d'une élévation des mises en danger écologiques. Si par contre la croissance économique s'arrête ou se rompt, c'est alors l'insécurité sociale qui augmente pour une grande partie de la population.

Cet instantané est censé suffire pour éclairer le genre historiquement nouveau du défonçage de crise, devant lequel se trouvent des sociétés modernes et qui est généralement caractérisé comme un dilemme de croissance ! Si la production économique sombre, alors chômage, pauvreté, précarité et inégalités croissantes sont la conséquence vraisemblable. Si par contre la croissance augmente, cela signifie — pour le moins dans les conditions présentes — accélération du pillage des ressources naturelles ultimes, émissions croissantes de substances toxiques, réchauffement de l'atmosphère terrestre et aggravation des crises écologiques.

### Contrainte de croissance et possession capitaliste du pays

**Thèse I : Aux économies capitalistes est inhérente une contrainte structurelle de croissance. Un capitalisme statique est logiquement inconséquent.**

Il se peut qu'une telle thèse étonne au premier coup d'œil. Le concept d'économie nous vient, comme on le sait, du mot grec signifiant ménage [*Haushalt*] et un ménage ne « doit » pas forcément croître. Pour un ménage, cela ne représente pas un problème lorsque revenus et dépenses s'équilibrent. Ou bien pour le cas où des personnes quittent le ménage, celui-ci peut se réduire sans qu'il y ait pour autant de conséquences désavantageuses pour ses membres. Quelle est donc la raison pour laquelle le système économique, considéré dans son ensemble, ne peut donc pas fonctionner comme un ménage ? Pourquoi l'économie ne se comporte-t-elle pas comme un ménage, mais beaucoup plus, au contraire, à l'instar d'une bicyclette qui lorsque vous cessez de pédaler et qu'elle n'est plus en mouvement, tombe par terre ?

L'économiste Tim Jackson (2011, p.80) bataille avec cette trouvaille et la formule en disant que la dynamique du système économique s'agit « ... toujours et seulement dans un extrême — dans l'expansion ou la déconfiture ».

---

<sup>1</sup> C'est un papier de thèses présentées au colloque : « Meurs et deviens — Aspects d'une économie post-croissance », le 17.2.2018 au Forum 3 de Stuttgart.

Il faut d'abord constater que le terme croissance n'est en aucune façon à compter pour ainsi dire « dans son acception naturelle » pour l'économie. L'état historique normal de l'économie, tel qu'il a régné pendant des millénaires, c'étaient celui d'une reproduction stationnaire (Maddison 2001), donc la simple restauration de l'état économique traditionnel avec au mieux des changements marginaux tout au long de longues périodes de temps.

Qu'arrive-t-il donc ? Il est usuel que surgisse alors le mot-clef de « révolution industrielle ». Mais ce n'est pas une réponse, au contraire seulement une autre description de l'explosion de croissance. Karl Polanyi (1978) offre une réponse à cette question : le changement essentiel consiste dans la libération des marchés qui s'est imposée avec les révolutions et réformes bourgeoises des 18<sup>ème</sup> et précoce 19<sup>ème</sup> siècles. Formulée autrement : dans l'extension de ces marchés de la commercialisation des biens et prestations de service à la vénalité du travail, du capital et de la nature.<sup>2</sup>

Le capitalisme n'est pas simplement de l'économie de marché, quand bien même dans la confusion des concepts actuellement dominante les termes semblent être employés de manière synonyme, car des marchés, il y en a toujours eu dans l'humanité bien avant l'arrivée du capitalisme. Un capitalisme c'est beaucoup plus de l'économie de marché illimitée ou débridée. Or qu'est-ce que cela signifie ? Dans une économie de marché illimitée, des produits ne sont pas seulement commercialisés, mais plus encore les postulats de la production sont estimés « marchandisables » — Karl Polanyi parle ici de « commodification » (*Kommodifizierung*) ; pays, travail et moyen de production sont devenus eux-mêmes des marchandises avec la conséquence que l'ensemble du circuit de production a été transféré totalement sous une forme marchande. À côté des marchés pour les produits et prestations de service apparaissent désormais des marchés pour le foncier [la terre, *ndt*], le travail et le capital — et ses marchés sont illimités [et débridés, *ndt*] dans un autre sens spatial, en ayant adopté une importance qui s'étend désormais au monde entier. Cette « grande transformation », comme Polanyi (1978) l'a caractérisée, a créé la condition préalable à la dynamique continue du capitalisme jusqu'à aujourd'hui. C'est une différence essentielle de savoir si l'on peut seulement acheter des marchandises et prestations de service ou bien si les conditions de la production peuvent être aussi achetables. Ce n'est qu'avec cette vénalité que prend naissance la figure de l'entrepreneur capitaliste. [Un exemple illuminant est ce chef d'entreprise français qui vient d'être mis en examen en défrayant la chronique du PAF. *ndt*]

En considération de la libre force de travail et — sous ces conditions — une force de travail intéressée à sa marchandisation, il faut constater une particularité : une travail vivant renferme un potentiel de production d'emblée indéterminé, pour lequel l'entrepreneur a mis en œuvre une somme définie d'argent. Or cet échange recèle une contradiction basique du fait qu'il n'est pas arrêté, car ce qu'est la valeur du travail, se révèle d'abord dans un processus de production, dans lequel le travail est exploité. Cette contradiction est surmontée dans le capitalisme selon un art et une manière dynamique par le « mouvement de tirer du profit sans répit ». (Marx 1977, p.422). À cet endroit, un coup d'œil vaut la peine sur l'entreprise individuelle : ce n'est que si une production promet du gain, qu'il est sensé de la déclencher effectivement. Sans une obtention de gain, il serait plus sensé de ne pas produire, mais au lieu de cela de conserver au contraire l'argent qui a été préparé pour cela. L'entrepreneur, en tant qu'acheteur de la capacité de travail privée — sous peine de sa ruine — n'a aucun autre choix que d'aller chercher sans cesse du nouveau à partir de cette ressource qui semble presque inépuisable. Statistiquement, ceci trouve son expression dans l'intensité et la productivité du travail qui s'intensifient.

---

<sup>2</sup> Voir à ce propos pour plus de détails Bleicher (2015). [En fait sans doute par modestie naturelle, André Bleicher s'est oublié dans la bibliographie ci-après qui accompagne cet article, or il se trouve que j' ai pas mal traduit de ses articles en français, tout au moins ceux parus ces dernières années dans *Sozialimpulse* : qui sont accessibles sur demande « et en bloc », sans plus auprès du traducteur, *ndt*]

Comment donc se fait-il que ce processus ne s'arrête nonobstant pas ? Pourquoi le système force-t-il ce mouvement de tirer du profit sans répit ? Les gains d'entreprise résultent de la différence entre l'argent tiré de la vente des produits et celui dépensé dans les opérations pour fabriquer ces produits. Si toutes les entreprises ont en vue des gains en solde, ceci signifie que les ventes cumulées doivent constamment être supérieures aux dépenses de fabrication. Or ceci représente une contradiction logique. Lorsque le volume d'argent qui est payé par les entreprises en règlement pour le travail produit, afflue en retour désormais des ménages aux entreprises, tandis que ceux-ci acquièrent les produits finis, alors achats et dépenses sont équilibrés, bien entendu autour du prix de sorte qu'il ne peut pas y avoir de gain, ce qui signifie en retour que le motif du gain de l'entrepreneur ne peut pas être réalisé. Il faut donc un flux de capital durable de l'extérieur, afin que le mouvement du gain puisse être conservé. Cette découverte mène à la deuxième thèse :

## **Thèse II : le capitalisme se stabilise au moyen de possession foncière : seule une incorporation d'un autre non capitaliste maintient la dynamique en vie.**

L'hérétique marxiste, Rosa Luxemburg a retiré une critique instructive de la conception de Marx d'une accumulation originelle — exprimé de manière simplifiée, cela signifie la « commodification » (*Kommodifizierung*) exposée ci-dessus. Alors que Marx (1973, pp.741 et suiv.) inclinait à la conception, que le « péché originel » de la commodification était achevé dès que le capitalisme commençait à se reproduire sur sa propre base, Rosa Luxemburg voyait que l'accumulation originelle dût continuer de progresser constamment, parce que le système capitaliste, en vue de son auto-stabilisation restait renvoyé à ces formes d'appropriation. Cette contrainte permanente de croissance, les entreprises individuelles sont capables de la déclarer sans effet, bien entendu pour un temps selon le secteur spécifique. Au plan macro-économique, la reproduction élargie ne fonctionne que si à chaque phase de la métamorphose du capital se trouvent à disposition exactement ces territoires, matières premières, matériaux, réserves d'énergie, machines, possibilités de transport, forces de travail, financements etc., nécessaires à la réalisation des nouvelles formes de production. Dans une économie hautement fondée sur la répartition/partage du travail et contrôlée de manière prépondérante sur les marchés, un excédent est nécessaire pour les composantes données ci-dessus à chaque stade du processus d'économie politique, pour pouvoir garantir le fonctionnement du processus au plan micro-économique. Formulé avec précision : le processus de capitalisation et de croissance ne se tient pas lui-même en fonctionnement, au contraire un nouveau capital doit aussi se perpétuer, former du nouveau capital, engendrer une demande supplémentaire, car dès que cette chaîne est rompue, le rendement du gain sombre et dès qu'il tombe sous la marge attendue par l'entrepreneur pour la cessation du risque d'investissement, les investissements se font attendre. — Pourtant l'économie ne reste pas au niveau atteint, elle commence au contraire à se réduire dès que des investissements de remplacement se font attendre.

Aussi longtemps que le processus de possession foncière apparaît relié à l'économie réelle, et que suffisamment de ressources existent qui peuvent être commodifiées, aussi longtemps le processus a la capacité de se dérouler en s'auto-stabilisant. Le problème est néanmoins que nous vivons dans un monde fini qui ne fournit que des ressources limitées et — cela se rajoute — nous vivons de biens qui ne peuvent pas être commodifiés : tels repos, air, un paysage intact, un climat prospère... la contrainte de croissance permanente mène en attendant à ce que des biens qui ne sont pas acheteables deviennent la proie d'une commodification, en étant déclarés biens fictifs et avec cela ils sont rendus commerciaux. La possession de terrain ne se dirige donc pas seulement vers un non-commodifié extérieur, mais aussi vers l'intérieur, tandis que des possibilités incessantes de commodification sont inventées. Avec cela l'intensification incessante inclut l'accumulation par expropriation, laquelle — au moyen d'une infinité de méthodes (Harvey 2011, p.346) — se répand et s'approfondit dans l'ensemble du système mondial : des exemples en sont la bio-piraterie, le faire valoir de brevets sur des gènes ou des êtres vivants et aussi la froide dépossession des propriétaires de maison qui ne peuvent plus payer leurs hypothèques. Dans ces cas, il s'agit d'une appropriation

de ressources ou de titres de propriété, menée par des moyens coercitifs, qui étaient auparavant utilisés comme ressource gratuite, se trouvaient en possession publique (*Commons*) ou appartenaient à des personnes privées, lesquelles à présent doivent donner un prix à leur propriété (ou possession).

Une dynamique capitaliste, ainsi faut-il le constater, nécessite donc toujours de nouvelles possessions de terrain, parce que la contrainte à une reproduction toujours nouvelle, imposée par le moyen de la concurrence inclut « l'exploitation illimitée de tout ce qui est mis à disposition par la nature et la Terre, incluant toutes les matières et conditions » et [...] est associée à une telle dynamique (Luxemburg 1975, p.306.).

### **Thèse III : La société se trouve devant une alternative : croissance ou bien décroissance — un système statique n'est pas représentable.**

Comme exposé déjà lors de la clarification de la thèse I, il est indispensable qu'un taux de croissance déterminé doive être atteint qui permette que le gain pur compense le risque entrepreneurial. Binswanger (2006) estime ce taux de croissance indispensable à 1,8%. Cette contrainte de croissance est complétée par un instigateur de croissance explicable à partir de la gestion d'entreprise et qui en est à dériver du fait que les donneurs de capital propre veulent obtenir un rendement le plus haut possible pour leur investissement, ou selon le cas sont contraints à croître dans une constellation de marché déterminée.

### **La double crise économique-écologique**

**Thèse IV : La stabilité des sociétés capitalistes repose sur la génération d'une croissance économique permanente. Si la croissance n'est pas au rendez-vous, la conséquence en est l'augmentation du chômage, la pauvreté et la précarité. Dans le même temps, une croissance, en tant que moyen le plus important pour amortir et surmonter temporairement des crises économiques, aboutit là-dessus dans sa structure industrielle du carbone fossilisé, avec le travail et la nature à saper les sources vives (Marx 1978, p.15) de la richesse sociale. Formulé autrement : une croissance économique, en tant que moyen de surmontement des crises économiques, chavire de plus en plus en destruction écologique et devient une croissance socialement destructrice.**

La nouveauté de cette constellation actuelle de crises consiste dans le caractère expansif des capitalismes avancés arrivés aux limites. Nous nous trouvons au milieu, et pour longtemps, d'une double crise à la fois économique et écologique. Lorsque se noua en 2008-2009 la plus profonde crise de croissance depuis la grande dépression de 1929/1930, elle suivit superficiellement le modèle bien connu. Pendant la crise de croissance, la Chine perdit à elle seule 20 millions d'emploi (Stiglitz 2010, p.9). Dans les états gagnants du Nord, l'irruption de la production économique sembla cependant, rester un cours épisode mais elle reprit pourtant bientôt, à la suite d'interventions keynésiennes (Skidelsky 2010). Les états imposèrent de vastes programmes de conjoncture, mais intensifièrent avec cela leur endettement. En somme, le management de crise, en tout cas dans les régions centrales, a modifié le *modus operandi* financier et capitaliste de la prise de possession des terrains. Entre temps, il faut constater que toute intervention de crise engendre en attendant de nouveaux foyers de crise. De crise d'économie, elle devint crise des finances étatiques, ce qui mena en conséquence à l'acceptance de profondes interventions dans la souveraineté d'état (Streek 2011). À l'occasion le management de crise correspond avec une précision absolue au *modus operandi* de prises de possession intérieure qui étaient établies auparavant largement à l'intérieur des états nationaux. Les dépenses de l'état ont un mouvement de recul, les entreprises et possessions d'état sont privatisées, les traitements sont réduits, les transferts sont mis en sourdine et les réglementations contractuelles collectives sont flexibilisées.

C'est là une face de la médaille. Le revers devient visible lorsqu'on considère la relation de la croissance économique et le climat politique. Car ce qui produit une incertitude économique et sociale — considéré superficiellement — apparaît écologiquement comme une bénédiction. Un moins de croissance économique — et non pas par une efficacité supérieure des ressources ou bien un changement accéléré des énergies renouvelables — veilla en 2009 à un recul considérable des émissions nuisibles pour le climat. Lorsque la conjoncture devint plus attrayante en 2010, le niveau record de 2008 fut rapidement dépassé. L'émission de CO<sub>2</sub> surpasse entre temps les pronostics déjà alarmants du conseil sur le climat de l'ONU (IPCC 2007). La consommation d'énergie, à chaque fois gérée en Dollar se meut aussi au plus haut niveau. Le climat mondial s'en alla dès lors dans son scénario le plus pessimiste d'un réchauffement global de 5 degrés jusqu'à la fin du siècle ; l'agence internationale de l'énergie (IEA) tient même les 6 degrés pour possibles. C'est la raison pour laquelle se propage de la part des élites décisionnelles capables désormais de plus en plus souvent l'adaptation au changement climatique et non pas son atténuation — cela semble être en effet leur ultime option stratégique.

*Sozialimpulse* 1/2018.

(Traduction Daniel Kmiecik)

## Littérature :

**Binswanger, Hans C. (2009)** : *Vorwärts zur Mäßigung. Perspektiven einer Nachhaltigen Wirtschaft. [En avant pour la modération. Perspectives d'une économie durablement viable]* Hambourg

**Harvey, David (2011)** : *Marx's kapital lesen [Lire le "Capital »I de Marx]*, Hambourg.

**Jackson, Tim (2011)** : *Wohlstand ohne Wachstum ? [Bien-être sans croissance?]*, Munich.

**Lutz, Burkart (1974)** : *Der kurze Traum immerwährender Prosperität [le bref rêve d'une prospérité continue]*, Francfort-sur-le-Main.

**Luxemburg, Rosa (1975)** : *Die Akkumulation des Capitals*, dans R. Luxemburg, *Recueil des œuvres*, vol.5, Berlin

**Marx, Karl (1973)** : *Das Kapital*, vol.1, MEW 23, Berlin.

**Marx, Karl (1977)** : *Das Kapital*, vol.2, MEW 24, Berlin.

**Polanyi, Karl (1978)** : *Die große Transformation*. Francfort-sur-le-Main.

**Skidelsky, Robert J. A. (2010)** : *Die Rückkehr des Meisters. Keynes für das 21. Jahrhundert [Le retour du maître. Keynes pour le 21<sup>ème</sup> siècle]*, Munich.

**Streek, Wolfgang (2011)** : *Die Krise, des demokratischen Kapitalismus. Inflation, staatliche Defizite, private Verschuldung, faule Kredite [La crise du capitalisme démocratique. Inflation, déficits étatiques, endettement privé, crédits pourris]* dans *Lettre internationale* n°95, pp.7-12.

**Stiglitz, Joseph E. (2010)** : *Im freien Fall. Vom Versagen der Märkte zu Neuordnung der Weltwirtschaft [En chute libre. De la faillite des marchés vers un nouvel ordre de l'économie mondiale]*, Munich.

**André Bleicher** est né en 1963 ; formation comme électromécanicien, études des théories de gestion d'entreprise et de sociologie, co-fondateur de l'*Institut Lorenz Oken*, Herrisschried, et de l'*Institut pour les questions sociales du présent*, Stuttgart dont il est membre du *Vorstand* depuis 2015. Activité de développeur en organisation et coopération dans les réseaux de petites et moyennes entreprises, collaborateur scientifique au BTU Cottbus et de l'université de Leipzig. Professeur invité pour l'institutionnalisme comparatif de l'université Lumière II de Lyon, Professeur pour le développement et l'économie des affaires de la FH Salzburg, depuis 2012 à l'université Biberach, Domaine d'enseignement : Direction d'entreprise et organisation. Depuis septembre 2017, Recteur de l'université Biberach.